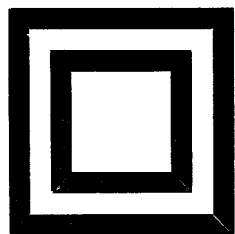


Tant que nous aurons la monarchie dans l'usine nous ne pourrons avoir la république dans la société.
Marc Sangnier



la jeune république

Pour une république socialiste et démocratique au service de l'homme

POUR UN
SOCIALISME
PERSONNALISTE

- L'ENTREPRISE
- L'O.R.T.F.
- L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
- PSYCHANALYSE ET POLITIQUE
- MARC SANGNIER ET L'ARMÉE

NEOCAPITALISME

On se souvient que l'Assemblée Constituante d'avril 1848, composée d'une écrasante majorité de conservateurs et de réactionnaires, inscrivit, après les Journées de Juin, le suffrage universel comme le fondement même de la nouvelle constitution. La bourgeoisie prit ainsi une mesure qui risquait de se retourner contre elle. L'air du temps imposait cette réforme qui, malgré sa précarité à court terme, marquait une étape essentielle dans le cheminement des idées démocratiques.

Aujourd'hui, le mot socialisme ou le thème de l'autogestion sont parvenus jusqu'aux oreilles de la classe dirigeante qui entend leur donner un contenu de sa façon. Autre symptôme significatif : comme en 1968, la multiplication des faillites (27 % de plus en 1974 qu'en 1973).

La conjoncture — en particulier l'absorption de nombre d'entreprises par les monopoles — n'explique pas tout. La gestion patronale est mise en cause, l'autorité du patron contestée. C'est ainsi que s'élabore l'idée que les travailleurs pourraient entrer dans les conseils d'administration et de surveillance. Mais les grandes centrales syndicales refusent que les travailleurs colmatent les défaillances du P.D.G. et de son état-major.

L'extension des droits syndicaux dans l'entreprise et l'amélioration des conditions de travail les intéresseront davantage. Les difficultés financières contraignent, bon gré mal gré, la classe dominante à s'engager dans la voie des réformes. Mais le droit de propriété, même et surtout celui des multinationales, reste de droit divin : pratiquement intouchable.

Le programme commun de la gauche — est-il besoin de le rappeler ? — va plus au fond des choses quand il préconise la nationalisation de quelques secteurs clés de l'économie.

Toujours est-il que la majorité conservatrice de l'Assemblée Nationale va sans doute, comme en 1848, voter des textes dans une certaine mesure progressistes, en contradiction avec les intérêts qu'elle représente. C'est ainsi que, peut-être, « le Directoire » et le « Conseil de surveillance », au sein de l'entreprise, se substitueront un jour au Monarque.

Alors, un capitalisme à visage humain ? Les salariés doutent d'un projet de réforme qui, avec des aspects positifs, maintient intacts les privilèges des holdings et des milliardaires.

Claude-Roland Souchet

LA JEUNE - RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong
Rédactrice en Chef :
Marcelle Leconte-Souchet
Directeur Technique :
Daniel Jeanpierre
Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Imp. Ets Fricotel - 88003 Epinal - Paris
Dépôt légal n° 1913 - 3-75

NOTRE COMBAT

POUR
une République
Socialiste
et Démocratique
au service
de l'Homme,
vous intéresse.

ADHÉREZ
A NOTRE PARTI

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.-R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle
Jusqu'à 1.000 F.	40 F
à partir de 1.000 F.	50 F
à partir de 1.500 F.	75 F
à partir de 2.000 F.	100 F
à partir de 2.500 F.	150 F
à partir de 3.000 F.	200 F etc

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

BILLET DU PRESIDENT

Louis Perrin

La J.-R. est un parti de travailleurs... Héritiers de l'idéal de Marc Sanguier, nous avons une conception globale du monde et de l'univers qui se traduit par le SOCIALISME PERSONNALISTE. Nous avons la conviction que pour réaliser le bonheur des personnes, leur progression temporelle et leur réussite totale, il faut tenir compte de notre dépendance universelle. Nous pensons que la personne ne peut se construire et se réussir au maximum que dans un socialisme démocratique, adapté à chaque pays et à chaque culture, coiffé d'un organisme international.

Nous regrettons la polémique qui s'était établie entre le P.S. et le P.C. et nous nous sommes réjouis que la nouvelle réunion, le 27 février, du Comité de Liaison sur le Programme Commun y ait enfin mis fin, pour le plus grand bien de toute la gauche et l'adhésion du plus grand nombre des travailleurs aux partis de gauche. La discorde ne pourrait servir que la majorité au pouvoir. Il ne doit pas être question de souhaiter l'affaiblissement de tel ou tel parti de gauche mais nous demandons à tous nos adhérents, militants et sympathisants de tout mettre en œuvre pour découvrir de nouveaux électeurs, de nos sympathisants et de nouveaux adhérents à la gauche et, bien sûr, à la J.-R. particulièrement ! Il y a assez d'hésitants à convaincre autour de

nous. Cela doit être la résolution de tous les adhérents et militants de la Jeune-République.

La Jeune-République n'est-elle pas, pour les travailleurs de la terre, de l'industrie et du commerce, un parti où ils se sentiront en confiance, héritiers de Marc SANGNIER, pour construire avec les autres partis de gauche, une société plus juste, plus humaine, dans la liberté, une société où l'homme ne sera plus exploité par l'homme, par une classe, par un parti unique.

Pour cela l'essentiel est bien de détruire le capitalisme pour inventer d'autres rapports entre les hommes et le pouvoir.

Il nous faut donc, avec les autres, qui ont le même but que nous avec une conception différente du monde, supprimer l'exploitation et construire un socialisme à visage humain, formule qui n'a pas encore de modèle dans le monde actuel.

Car on peut se poser la question : Existe-t-il, à l'heure actuelle un « capitalisme à visage humain ? »... Non bien sûr puisque le capitalisme ne peut pas être humain et basé sur l'exploitation d'une classe par l'autre ! Existe-t-il un socialisme à visage humain !... C'est le socialisme personnaliste pour lequel la J.-R. combat. Il faut l'instaurer ensemble, dans l'union de la gauche.

LETTRE AUX SIGNATAIRES DU PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE

La Commission Exécutive du Parti de la Jeune-République, réunie le 23 février 1975 à Paris, a adressé la lettre suivante aux trois leaders des partis signataires du PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE : François MITTERRAND, Georges MARCHAIS et Robert FABRE, réunis à nouveau en COMITÉ DE LIAISON le 27 février 1975 :

M...,

Nous avons pris acte avec satisfaction de la décision prise par les trois partis de la gauche, signataires du PROGRAMME COMMUN, de se réunir à nouveau le 27 février 1975 en Comité de Liaison.

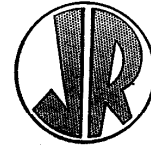
Nous tenons à vous informer que le Parti de la Jeune-République — qui a expressément approuvé le Programme Commun le 14 juillet 1972 — est prêt à participer à toute rencontre qui irait dans le sens de la cohésion et du renforcement des forces de gauche.

Veuillez croire, M..., en nos sentiments démocratiques.

Signé : Louis Perrin, Président.

L'ESSENTIEL ET L'ACCESSOIRE

Gérard Brissé



La crise. Elle est là. Elle est entrée comme un voleur dans le jardin de délices du capitalisme flamboyant, de la croissance sauvage. Sans crier gare. Seuls quelques attardés de l'esprit, marginaux du club sophistiqué des économistes distingués, l'avaient dès longtemps annoncée. Les mises en garde ne manquèrent point. Méfions-nous du modèle américain ! Gardons notre monnaie de la référence à l'or et à l'étalon-or ! En vain.

Les causes ? Le pétrole ? Il a bon dos. La crise de l'énergie ? Il n'y a pas pénurie, que je sache. Non, c'est bien le système mercantile qui est ébranlé et mis en cause, dans ses structures, dans ses mentalités. Inquiets, les Français dit « moyens », qui disposent de quelques rentes à la Caisse d'Épargne ou au Crédit agricole, ont cru trouver à la fois le remède et le médecin en la personne d'un brillant intellectuel, technicien des finances.

Mais, confronté à un développement objectif dont on ne trouve aucune référence dans l'histoire, cet aristocrate terrien hissé jusqu'aux sommets de la technocratie a assaisonné sa froide érudition technique avec la sauce d'un libéralisme suranné, masquant son impuissance et son désarroi sous un manteau d'Ariéquin de pragmatisme, colmatant au jour le jour les brèches du navire qui prend l'eau. De temps à autre, se souvenant du solide bon sens de ses ancêtres hobereaux, qui palabraient à la veillée au coin du feu, il tente de s'évader de l'Olympe de Technocratie, pour inviter à sa table le vidangeur d'élite et Monsieur-tout-le-monde. Pour comprendre. Pour réformer. Et pour conforter par une auréole d'assise populaire cet univers unidimensionnel, supraplanétaire, où il s'est confiné.

L'analyse qui ressort du discours est noyé dans un déluge de « paroles verbales » qui bercent et extasient le non-initié, mélange d'incantations prophétiques et de pulsions néo-ploutocratiques. La distorsion s'amplifie de mois en mois entre l'essentiel, qui est la mutation assumée d'une société, et l'accessoire qui relève du gadget quotidien — j'ai relevé le terme dans « Le Quotidien de Paris » — entre un langage amphigourique et l'évolution des faits.

Des faits qui sont têtus. La situation financière de la France est saine mais la spéculation effrénée à tous les niveaux alimente l'inflation ; la force de frappe nucléaire se porte bien mais les jeunes manifestent contre leur enrôlement forcé dans un service militaire

d'un autre âge ; l'urbanisation se développe à grands pas mais les réalisations en cours tournent au gâchis ; l'austérité est de rigueur mais certaines personnes ou sociétés disposent de privilèges exorbitants et le gaspillage est une institution d'Etat : des abattoirs de la Villette au trou des Halles, du tunnel sous la Manche aux choux-fleurs et artichauts que l'on détruit par dizaines de milliers de tonnes, faute de pouvoir les écouler.

Le plein emploi est de rigueur mais le chômage s'amplifie ; la « garantie de ressources » est au programme social mais la disparité des revenus s'enfle d'année en année. La baisse des prix est un slogan facile mais une enquête récente a démontré que les prix pratiqués à Paris sont très supérieurs à ceux qui figurent aux états de New-York. La condition féminine est à la mode mais les femmes sont toujours, à travail égal, plus mal rémunérées que les hommes et les mères au foyer n'ont toujours pas de statut : le désarmement, la paix, le « mondialisme », sont à l'honneur, mais la France participe allègrement à la course aux armements aux côtés des Etats-Unis — notamment dans l'affaire cambodgienne — dans leur course à l'hégémonie planétaire. On légifère, on décrète, on multiplie les promesses, mais les rapports sociaux sont-ils profondément modifiés pour autant ? Le sort des plus défavorisés s'améliore-t-il ?

Le contexte international s'annonce lourd d'orages, et le peuple de France a perdu sa voix traditionnelle de modération et d'élan novateur, dans le concert des nations. La guerre fait rage en Extrême-Orient, en raison de la volonté manifeste des Etats-Unis de ne pas respecter les clauses essentielles des Accords de Paris qu'ils ont eux-mêmes signés et qui leur enjoignent de ne plus intervenir sous quelque forme que ce soit dans les affaires intérieures des Etats de cette région du monde. Au Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique du Sud, des dizaines de millions d'êtres humains s'insurgent enfin contre les féodalités, économiques, tribales ou autres, soutenues à coups de subsides par des minorités de blancs, qui n'ont rien appris de l'évolution vers l'émancipation libératrice qui s'est développée au cours des dix dernières années.

Dans ce même laps de temps, plus de deux trillions et de demi de dollars ont été consacrés dans une centaine de pays à l'élaboration et à la fabrication d'engins de guerre et d'armements de

plus en plus sophistiqués. On estimait fin 1974 que le stock d'armes nucléaires détenu par les Etats-Unis était équivalent à 615.385 bombes de type « Hiroshima ». Un seul sous-marin « Trident » est porteur de 24 missiles à têtes multiples, soit 408 armes nucléaires. Les Etats-Unis possèdent 41 sous-marins nucléaires de ce type, les Russes 42 ; les premiers ont en outre 496 bombardiers à long rayon d'action, les seconds 140 ; 1.710 lanceurs de missiles, contre 2.358 aux Soviétiques ; 7.000 têtes nucléaires, contre 2.300 en face, 174 navires de combat, contre 221, etc...

Les deux parties « améliorent » en outre régulièrement leurs armes « classiques », chimiques et bactériologiques : le Cambodge a servi tout récemment de terrain d'essai à une nouvelle bombe dite « CBU 55 », qui a la capacité particulière d'absorber dans un rayon de 32 mètres l'oxygène, interdisant ainsi instantanément toute vie humaine.

Mais, dans le même temps, dans le Sahel, au Bengla-Deah, des millions d'êtres humains crèvent de faim, comme des mouches, la militarisation de ces pays s'accroît, la guerre apparaît comme l'ultime remède...

Un monde uni, harmonisé, solidaire, ... naîtra-t-il de l'hécatombe d'une troisième guerre mondiale ?

CHILI

Notre Parti a participé au meeting de solidarité avec le Peuple chilien, le 10 février 1975, à la Mutualité à Paris :

- contre la répression et les atrocités de la Junte fasciste chilienne ;
- pour la défense des droits, des libertés des travailleurs et du peuple du Chili ;
- pour de nouvelles initiatives unitaires développant la solidarité des travailleurs français avec la résistance et les forces antifascistes du Chili, avec la Centrale Unique des Travailleurs du Chili à l'occasion de son 22^e anniversaire.

POUR QUE VIVE ISRAËL

nombreux sont les Français qui ont placé leur espoir dans l'O.N.U. pour la défense des droits de l'homme, de ses libertés, pour la défense de la paix par le règlement négocié des conflits. Et si le fonctionnement des institutions internationales a été faussé parfois, la responsabilité n'en incombe-t-elle pas aux grandes puissances qui imposent leur veto ?

Malgré tout, existe l'espérance de la construction d'un monde plus fraternel. Et les aides et secours apportés aux peuples du tiers-monde par l'Organisation mondiale de la santé et par l'U.N.I.C.E.F. sont exemplaires à cet égard.

Nous regrettons la résolution de la dernière assemblée de l'O.N.U. qui reconnaît le droit légitime pour les Palestiniens d'obtenir une patrie mais qui méconnaît l'existence de l'Etat d'Israël, existence consacrée cependant par la résolution 242 du 22 novembre 1967, adoptée par les Nations Unies.

La discrimination de l'U.N.E.S.C.O. à l'égard d'Israël n'est pas moins grave. Cette méconnaissance du droit des hommes par les instances internationales constitue une déception pour les amis de la liberté qui veulent que vive Israël et qui ne sauraient accepter la loi des régimes autoritaires.

Puissent les peuples épris de liberté faire retrouver à l'O.N.U. son idéal de paix et de fraternité.

Roger Vinel

LE LEXIQUE DE JEUNE REPUBLIQUE COMME ENTREPRISE

Une fois de plus, la réforme de l'entreprise est à l'ordre du jour. Après l'intéressement, la participation, l'association capital-travail, la co-gestion, voici la co-surveillance. On n'arrête pas le progrès !

Les fins ultimes et proclamées de l'entreprise demeurent le profit et la sacro-sainte plus-value à l'avantage et à la disposition exclusive d'une minorité de super-privilegiés de la fortune ; il reste donc la forme la plus élaborée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

En outre, profit se conjugue harmonieusement avec pouvoir, et le véritable pouvoir de décision et de contrôle dans l'entreprise se trouve encore entre les mains d'actionnaires parasites, véritables féodalités économiques. Analysant l'ouvrage de François Morin « La Structure financière du capitalisme français » (Calmann-Lévy), Jean Gloaguen remarque dans « Les Informations » du 23 décembre dernier : « La plupart des directions dépendent du capital. Les groupes familiaux ont conservé un poids fondamental comme actionnaires prépondérants des grandes affaires françaises. C'est là une caractéristique essentielle, souvent niée, de notre économie ». Il précise également l'ampleur de la pénétration étrangère qu'il estime « très forte » puisqu'elle porte sur « 56 des 200 grandes entreprises ».

Quant à la prétendue « libre concurrence », elle ne vise en fait, à la limite, qu'à éliminer l'autre : elle aboutit aux concentrations et aux situations du monopole qui sont à l'inverse du but recherché. Il n'empêche qu'il se trouve encore des économistes distingués pour ergoter sur ce système d'un autre âge et s'ingénier à y trouver des garde-fous !

La réforme de l'entreprise passe d'abord par la SOCIALISATION DE L'INVESTISSEMENT. Le crédit sous toutes ses formes (à la production comme à la consommation) doit être nationalisé. La collectivité publique a mission d'être le pourvoyeur de fonds privilégiés des entreprises dont l'effectif dépasse 20 personnes. Ces dispositions tendent donc à éliminer des conseils de gestion (devant se substituer aux suaves et nébuleux conseils d'administration d'aujourd'hui), les actionnaires parasites et à leur substituer, pour un tiers, des mandants des collectivités publiques, intéressées au premier chef par la bonne marche de l'affaire.

Le second volet de la réforme passe par l'introduction au conseil de gestion, pour un second tiers, de représentants des usagers, consommateurs, bref, de la clientèle de l'entreprise. L'autre tiers étant réservé aux délégués du personnel.

~~Deuxième~~ Troisième apport, celui de la répartition des bénéfices. Dès lors qu'a été déterminée la part de l'auto-financement, on n'a rien trouvé de mieux jusqu'à présent comme forme d'intéressement que le bon vieux principe coopératif de la ristourne.

Enfin, quatrième élément : la démocratisation, la libre information, la participation solidaire et responsable à tous les niveaux. Le tout relève autant de la mise en place de structures de participation que d'un état d'esprit. Il faut apprendre à vivre ensemble, à réaliser un véritable travail d'équipe, à situer les responsabilités de chacun.

G. B.

LIBRES PROPOS SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

dans l'enseignement, beaucoup de disciplines sont saturées. Des professeurs d'italien ou d'Espagnol, dans le secondaire, sont utilisés à tout autre chose. Et la dénatalité rendra inutiles de nombreux postes d'enseignants dans toutes les branches. La formation des maîtres qui nous est confiée et qui constituait jusqu'alors notre principale activité, devra céder le pas à des formations de sciences et techniques — fort coûteuses — et qui entraînent la sélection, chose

particulièrement redoutée. Si l'on n'institue pas le recyclage obligatoire et permanent, (ce qui offrirait pour la nation de très gros avantages), la moitié de nos universités fermeront leurs portes. D'autre part, si l'on commence à déclarer que les universités seront des écoles professionnelles, quid de la recherche fondamentale, de la culture gratuite, de la connaissance en vue des idées générales ? C'est la qualité de notre civilisation, donc le bonheur, qui est en danger.

Ce sera, à long terme, la recherche appliquée qui sera menacée, car tout vieillit. Nous serons dominés par les nations qui auront la sagesse de sau-

vegarder cette recherche sans débouchés actuels, mais qui, un jour, s'accomplit dans le concret, modifie un comportement, une technique, un savoir même, jugé pourtant certain.

En somme, la mutation opérée à partir de 68 n'est pas encore achevée. La Loi d'orientation de Faure n'a permis qu'un transfert de pouvoirs : du technique mandarin on est passé au politique. On a tout simplement oublié l'économique et le social. Cette loi est à refaire.

Claude-Henri Frèches

La Jeune - République a pris position . . .

O. R. T. F.

Le Gouvernement a réussi à démanteler l'O.R.T.F., refusant ainsi aux Français le service public d'information, de distraction et de culture auquel ils auraient droit dans un régime démocratique. Pour ce faire, les tenants du Pouvoir n'ont pas hésité à violer la Constitution, le Code du Travail et le Statut de fonctionnaires en licenciant 500 journalistes pour, en fait, privatiser l'O.R.T.F.

Le Parti de la Jeune-République estime que les Français ont droit à une information honnête et non à celle qui passe par le censeur de fait du Pouvoir et des puissances d'argent.

UNIVERSITÉ

Le Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (S.N.E.S.-Sup-F.E.N.) a invité notre Parti à participer à son effort d'action contre la régression et le démantèlement de l'Université et pour le développement du service public d'enseignement supérieur.

Claude-Roland Souchet, secrétaire général, a répondu dans ces termes : « Nous sommes prêts, quant au principe, d'associer notre organisation à la semaine d'action du 20 au 26 janvier 1975. Les mesures que le Gouvernement entend prendre et dont vous dénoncez la nocivité menacent, en effet, le développement de l'enseignement supérieur et par là même les libertés tant des enseignants et des chercheurs que des étudiants et de ceux qui aspirent à entrer dans les nouvelles formations universitaires. C'est la raison pour laquelle nous nous demandons si cette campagne d'action, dont l'initiative revient à votre syndicat pourrait être impulsée, dans un second temps, par le Collectif National de Défense des Libertés qui regroupe, comme vous le savez, la plus grande partie des forces de gauche politiques et syndicales ainsi que des mouvements de pensée. Nous souhaitons vivement être tenus au courant de vos projets et participer à leur réalisation, dans la mesure de nos moyens. »

20 MARS 1975 : LE LOGEMENT A PARIS

marcelle SOUCHET, secrétaire de la Fédération Parisienne de notre Parti a participé à la préparation de la manifestation du 23 mars 1975 pour le logement social à Paris, aux côtés des organisations de locataires, des partis et des syndicats parisiens, et les vingt organisations qui avaient organisé les Assises du Logement au mois de novembre 1974. Avec toute la gauche, la Jeune-République demande :

— le droit pour tous d'être logés à Paris ; la priorité absolue au logement social, l'arrêt de la spéculation foncière, la réservation des terrains publics au développement d'un véritable urbanisme social et, non seulement à Paris mais dans toute la France, le blocage des loyers et des charges locatives.

CEUX QUI NOUS QUITTENT... LAURE BORDES (Hauts-de-Seine)

Laure BORDES, épouse de notre camarade Jean Bordes — déjà décédé — et grand-mère de Michel Mousel, actuel responsable du P.S.U., nous a également quitté. Nous recevons ce mot de ses enfants : « M. et Mme Jean Mousel vous remercient bien sincèrement de la part que vous avez prise à leur deuil et d'y avoir associé la Jeune-République ». A Michel Mousel aussi nous redisons toute notre sympathie dans son deuil.

LOUIS MARTIN (Bretagne)

Nous recevons cette lettre : « Les enfants de Louis MARTIN vous font part de son décès, le 31 janvier 1975, au milieu des siens, dans sa 87^e année. Il a milité et combattu jusqu'au dernier moment pour la justice, la paix et la démocratie auxquelles il croyait de toutes ses forces ».

Rappelons que : Laure BORDES, son mari Jean BORDES comme Louis MARTIN étaient parmi les compagnons de MARC SANGNIER et les premiers militants de LA JEUNE-REPUBLIQUE.

Dans notre courrier

TARN-ET-GARONNE

La Section du Tarn-et-Garonne du Parti de La Jeune-République apporte son soutien aux parents d'élèves du C.E.S. de LAFOUILLADE qui mènent le combat pour le maintien de leur établissement scolaire. Supprimer une école dans un village, dans une cité rurale, c'est porter atteinte au cœur de la communauté ainsi mutilée d'une de ses cellules vitales. La formation scolaire des enfants dans le milieu qui les a vu naître contribue grandement à maintenir leur profond attachement à nos campagnes rouergates. Le C.E.S. de Lafouillade doit continuer à donner son enseignement de qualité dans cette petite cité.

VOSGES

A Mirecourt, la Jeune-République a engagé en février 1975, avec les autres forces de gauche (C.G.T., C.F.D.T., F.E.N., S.N.E.S., S.G.E.N., P.C.F., P.S. et P.S.U.), une action d'information sur le problème de l'emploi. Une lettre a été envoyée aux élus et aux responsables (députés, sénateurs, conseillers généraux) afin de les alerter sur une situation économique qui devient alarmante.

NORMANDIE

La section dieppoise du Parti de la Jeune-République, réunie le 22 février 1975, a étudié les sujets suivants : l'actualité de MARC SANGNIER ; l'organisation des consommateurs face à la dégradation de leur pouvoir d'achat ; les jeunes et leur avenir ; l'analyse de la situation économique et sociale à Dieppe et dans la région. La Section Normande prépare un débat public sur l'actualité de la Jeune-République et le socialisme personnaliste.

YONNE

La J.-R. se dit vouloir promouvoir un socialisme personnaliste, en quoi le fait-elle ? Je pose cette question et cependant je pense que, de toutes façons, si les socialistes personnalistes ne peuvent pas faire œuvre très originale pour l'instant, il est utile qu'ils se regroupent pour faire entendre leurs voix.

YVELINES

J'ai été très heureuse de recevoir les numéros de la JEUNE-REPUBLIQUE. Enfin, une pensée de gauche critique, lucide. Pas besoin de se défouler d'une agressivité mêlée d'automatisme. Je vous envoie un chèque de soutien en attendant l'adhésion.

NOTES DE LECTURE

PSYCHANALYSE ET POLITIQUE (Seuil)

Cette mise en pages du Colloque tenu à Milan en décembre 1973 aurait pu s'intituler « Psychanalyse et marxisme », voire « Psychanalyse et maoïsme ». Philippe Solers, en particulier, met l'accent sur l'importance de la superstructure qui, dans nos sociétés occidentales, pourrait jouer un rôle plus décisif que l'économie.

Félix Guattari, dans son exposé, explique que le despotisme conjugal ou familial se présente comme un micro-fonctionnement de la société globale. En des termes familiers à l'ultra gauche, d'Italie et de France, il préconise une lutte contre tous les pouvoirs de l'Etat bourgeois, au niveau des bureaucraties, de l'école ou du couple, afin que le libre exercice du désir ne se heurte ni à la répression du milieu considéré, ni à son intériorisation sous la forme d'un surmoi qualifié de fasciste. La lutte finale devient totale sur tous les fronts mais non pas totalisante, dans la mesure où un parti de type stalinien ne la monopolise pas. Dans l'Occident capitaliste, le désir s'investit dans les structures d'une économie de profit, et, manipulé à l'échelle des masses, il peut laisser passer des manifestations plus ou moins insidieuses du fascisme, que Julia Kristeva définit comme « le retour du refoulé dans le monologisme religieux ou politique ». La conférencière constate chez Marx une réduction de la dialectique aux rapports de production et son absence de développement « sur la question du sujet parlant et de sa jouissance ».

Mai 68, plusieurs fois cité à ce Colloque, a illustré le fait qu'en plus des contradictions de classes, une prise de parole avait tenté de s'imposer pour interdire d'interdire, en vue de déployer... « sous les pavés, la plage ».

Ferruccio Rossi-Landi souligne néanmoins que l'apologie du désir perd son sens tant que l'humanité n'est pas libérée du besoin.

Marie-Claire Boons montre que la psychanalyse, indépendamment d'un impossible freudo-marxisme, se trouve confrontée avec une histoire dialectiquement impulsée par les masses en lutte. L'étroit triangle oedipien éclate sous la poussée des forces anti-autori-

taires et anti-répressives, telles que les jeunes et les femmes, eux aussi victimes, comme la classe ouvrière, d'une exploitation.

Jamais la dimension politique des problèmes les plus personnels n'a atteint une telle ampleur qu'aujourd'hui. Ainsi, pour Gian Franco Minguzzi « le riche est névrosé, le bourgeois moyen est psychotique susceptible d'amélioration, le prolétaire est schizophrène irrécupérable ». La classe dominante a mis en place les structures nécessaires à sa reproduction, depuis le divan du psychanalyste jusqu'à l'asile d'aliénés, mais elle est de plus en plus contestée, des limites de l'usine au cadre de vie le plus large.

Jean-Joseph Goux montre que l'argent révèle des connotations différentes de celles de la monnaie. La thésaurisation se réfère à une catégorie affective de l'avoir et de la rétention.

L'une des communications les plus intéressantes de ce Colloque dirigé par Armando VERDIGLIONE est intitulée « Enfance administrée » par Mme Maud MANNONI, qui appartient à l'Ecole freudienne de Paris créée par Jacques LACAN.

La fondatrice d'une école expérimentale pour enfants psychotiques montre qu'en psychiatrie, le diagnostic peut équivaloir à un verdict et aggraver l'état d'un handicapé transformé en un objet, avec lequel toute relation du Je et du Tu est abolie. L'institution devient vite pathogène. En outre, plus les enfants handicapés sont nombreux, plus l'institution bénéficie d'une florissante santé économique : le prix de journée mis au crédit de l'institution par l'administration dépend du nombre de jours de présence de chaque patient.

Cet ouvrage collectif, d'une lecture plutôt difficile, mériterait des commentaires approfondis et qualifiés. Il pose la dialectique du désir et du pouvoir, dans l'inlassable recherche de la vérité du sujet, dans le faire et dans le dire, à travers le langage de l'inconscient et des autres structures qui se laissent discernées dans le jeu des rapports de production et de ce qu'ils expriment.

Cl.-R. S.

LA SOCIÉTÉ FESTIVE

par Henri Desroche

(du fauriérisme écrit
aux fauriérismes pratiqués - Seuil)

Sans doute n'est-ce pas un hasard si Charles Fourier (1772-1832), fils d'un riche bourgeois ruiné par la spéculation, et subissant une vie de petit employé, imagina une société future, où le travail deviendrait une tâche exaltante et le phalanstère, une communauté harmonieuse.

Sans doute n'est-ce pas un hasard si, Henri Desroche, sociologue des religions et du développement socio-culturel, évoque, à partir de Fourier, et dans la foulée de Mai 68, la cité prochaine comme un festival du désir parmi une société désentraillée.

Des jeunes gens de plus en plus nombreux, et souvent désespérés, faute de travail, de qualification et d'idéal concret, se réfugient dans diverses utopies. Place au théâtre et place au jeu : il s'agit de s'aimer sans contrainte et de travailler par plaisir, dans un environnement de préférence agreste. Ce rêve, aux racines millénaires, refait aujourd'hui largement surface, au moment où les aspirations pour une certaine qualité de la vie entrent en contradiction avec la finalité de la suraccumulation des capitaux et l'usinage à la chaîne.

NOUS RESPECTONS NOUS RESPECTERONS DOUAUMONT

Alcide Morel

Dans cette brochure, notre camarade Alcide Morel, inscrit au Livre d'Or des soldats de Verdun, et co-fondateur du Mouvement de Résistance VALMY dès septembre 1940, présente, contre Pétain, un implacable réquisitoire. Si implacable que le lecteur se prend à dire, la dernière ligne achevée : la parole est à la défense. Il reste qu'Alcide Morel appartient à cette race de témoins, qui acceptent de se faire égorgés plutôt que de taire ce qu'ils savent. L'histoire rendra son verdict.

(Chez l'auteur : 19, rue Théodore Deck - Paris 75015 - Prix 8,00 F.)

Vie du parti ACTION ET RÉFLEXION

IL Y A 100 ANS : LA III^e RÉPUBLIQUE

C'est le 30 janvier 1975 que naissait la III^e République, par l'adoption de l'amendement Wallon, à une voix de majorité, par le Sénat et la Chambre des Députés réunis en Assemblée Nationale. Mais cette République était conservatrice. Comme Pétain en 1940, Thiers a signé la capitulation de 1871 pour éviter la révolution par le triomphe de la Commune. Avec Thiers, les affairistes sont républicains et pacifistes pour empêcher la classe nouvelle de prendre le pouvoir. Ils sont libéraux pour instituer l'école primaire laïque, publique, obligatoire, mais ne permettent pas que l'enseignement secondaire et supérieur soit démocratisé. La culture restera l'apanage de la bourgeoisie.

Ils voteront la séparation de l'Église et de l'État, mais il faudra attendre 1930 pour avoir la Loi sur les Assurances sociales et 1945, après la Libération, pour avoir un régime de Sécurité Sociale. Après la guerre de 1914-1918, la Bourgeoisie au pouvoir n'a pas su faire la paix et a laissé préparer l'avènement de Hitler.

Bien des leçons à tirer de l'Histoire ! La question sociale est déjà en passe de remplacer le problème du régime ; l'anticléricalisme n'est plus le critère de démarcation entre les partis politiques. Dès la fondation de LA JEUNE-REPUBLIQUE, MARC SANGNIER disait : « La démocratie est le régime politique, social et international qui permet à un nombre chaque jour croissant d'individus de participer à la gestion des intérêts généraux ».

Sans nier l'apport du marxisme dans l'analyse scientifique des faits, nous pensons qu'une république socialiste et démocratique au service de l'homme, permettant le plein épanouissement de la personne est indispensable. Si nous nous distinguons d'autres partis socialistes sur des points doctrinaux, nous entendons travailler avec tous les partis démocratiques pour un PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT.

Jean Pralong

VAR : UNE RUE MARC SANGNIER

Edgard Hevers, responsable pour le VAR du Parti de la Jeune-République, nous communique : « La Ville de LA SEYNE, par délibération du Conseil Municipal du 25 février 1975 a rendu un hommage public à MARC SANGNIER. La municipalité a décidé de donner le nom de Marc Sangnier, apôtre de la paix (1873-1950) à l'allée qui monte vers l'ancien Fort devenu Centre culturel et œuvre de paix. Cela me paraît constituer un symbole qu'apprécieront les démocrates pacifistes. N'oublions pas que, bien avant son action pour la paix, Marc Sangnier avait créé les Instituts Populaires (3 février 1901 à Saint-Ouen) ».

MARC SANGNIER ET L'ARMÉE

DISCOURS DU 3 OCTOBRE 1905

al'heure où un malaise se fait durement ressentir dans l'armée, il nous paraît utile de rappeler quelques pensées de Marc Sangnier à ce sujet : « L'armée sera démocratique le jour où les soldats auront conscience de leur rôle, qu'il l'accepteront librement et volontairement, où ils seront invités, non seulement à nettoyer les escaliers ou à porter les gamelles, mais à la tâche sociale qu'ils ont à accomplir dans le Pays. A la caserne, il faut qu'il y ait des soldats et des officiers qui aient conscience de leur devoir de démocrate, sinon l'armée deviendra une école d'esclaves (...). La caserne peut être une école de fraternité et de désintéressement (...). Si vous dites aux hommes « tu n'es qu'un numéro d'ordre », vous en faites des esclaves, mais non des citoyens dignes d'une république démocratique ! (...). Ce n'est pas en mettant à tous les citoyens le même fusil sur l'épaule et le même uniforme sur le dos que vous ramèneriez l'unité dans un pays. C'est en leur mettant le même cœur dans la poitrine : pas autrement. »

PORTRAIT

Jean PRÉDINE

Il est arrivé sur cette planète il y a un peu plus d'un demi-siècle. Sa profession : architecte-urbaniste. Un homme comme on devrait en rencontrer beaucoup : militant obstiné des grandes causes.

Déçu par la « pause » de Léon Blum durant le Front Populaire, il cherche sa voie à travers les thèses d'avant-garde de l'économie distributive. Il adhère en 1946 au Mouvement du Socialisme de l'Abondance, qui devient par la suite L'Equipe de la République Mondiale (1947). De là à la citoyenneté mondiale, le pas est vite franchi.

En 1954, il prend la direction du bulletin « Pour les Institutions Mondiales », qui fusionne ensuite avec Monde Uni, l'organe de l'Union fédéraliste mondiale. Cette expérience débouche, après l'effacement de l'U.F.M., sur « Objectif-Monde Uni ».

Hélas, faute de moyens, cette publication cesse de paraître en 1972. Jean Prédine continue à apporter sa collaboration à diverses organisations mondialistes, pacifistes, fédéralistes, et en particulier au Mouvement mondialiste anti-impérialiste. Il s'emploie à tenter d'établir des passerelles entre divers courants d'avant-garde de la société de demain. Qu'il soit assuré de notre sympathie et de notre compréhension solidaire et agissante.

POUR

UN RÉGIME SOCIALISTE
ET DÉMOCRATIQUE
AU SERVICE DE L'HOMME

**Adhèrez
au parti de la
JEUNE
RÉPUBLIQUE**

La Jeune République

PARTI SOCIALISTE PERSONNALISTE

LE SOCIALISME PERSONNALISTE QU'EST-CE QUE C'EST ?

Plusieurs correspondants nous posent la question : la JEUNE-RÉPUBLIQUE, est-ce des chrétiens de gauche ?

De gauche, certainement. L'histoire, plus que cinquantenaire, le prouve. Mais il convient de rappeler que la Ligue a été fondée en 1912 par MARC SANGNIER, deux ans après la condamnation du SILLON, en partie dans le but d'échapper aux exigences de la papauté dans le domaine politique, et celui d'éviter toute confusion avec le plan religieux.

Il reste qu'en raison de la personnalité de son fondateur, le PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE est composé, principalement, de chrétiens militants, de même que, si la comparaison n'est pas trop audacieuse, le P.C.F. compte presque exclusivement des militants aussi athées que Marx, Engels et Lénine.

Mais, tout en se situant résolument en dehors de toute référence ou obédience confessionnelles, le SOCIALISME PERSONNALISTE respecte le droit d'avoir une conception judéo-chrétienne du monde créé. L'homme n'accepte plus d'être réduit à un producteur-consommateur anonyme, noyé dans la masse, mais il s'affirme comme une personne, qui reconnaît autrui dans sa différence et, par le dialogue, vise à être reconnu dans sa spécificité. Le respect de l'autre se traduit dans la vie publique par la nécessité du pluralisme idéologique et politique, en même temps que par la conscience d'appartenir à diverses communautés, sur une terre qui se rétrécit, en un temps qui s'accélère.

Le SOCIALISME, personnaliste ou non, inscrit dans son programme l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange et leur gestion démocratique ou autogestion. Il exige des initiatives d'ordre économique, dont les conséquences sociales tendent à transformer radicalement les rapports de production.

Subsiste le fait que la personne ne devient une personne que par les relations qu'elle entretient et développe avec les autres, dans un respect réciproque et une dialectique du Je et du Tu, à travers des événements, c'est-à-dire une histoire, dans le sens d'une personnalisation plus intense.

Il ne nous paraît pas vain de définir, au fil du temps, cette conception du monde dans laquelle s'enracine l'action politique, pour lui impulser énergie et signification.

Que pensent les lecteurs ? Comment conçoivent-ils le SOCIALISME PERSONNALISTE en 1975 ?

Nous souhaiterions obtenir des réponses et les publier. Ce travail collectif doit pouvoir aboutir à la rédaction d'un document sur le SOCIALISME PERSONNALISTE en ce dernier quart du XX^e siècle.

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92 - NEUILLY (Hauts-de-Seine)

NOM Prénom

Adresse

Adresse la somme de..... au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature